

Le Canada en tête

Un cadre pour la politique agricole au XXI^e siècle



Le gouvernement du Canada ainsi que les gouvernements provinciaux et territoriaux, en collaboration avec le secteur agricole et agroalimentaire et les Canadiens et les Canadiennes intéressés, travaillent à l'élaboration d'un cadre pour la politique agricole au XXI^e siècle.

POINTS SAILLANTS:

Consultations relatives au Cadre stratégique pour l'agriculture (CSA)

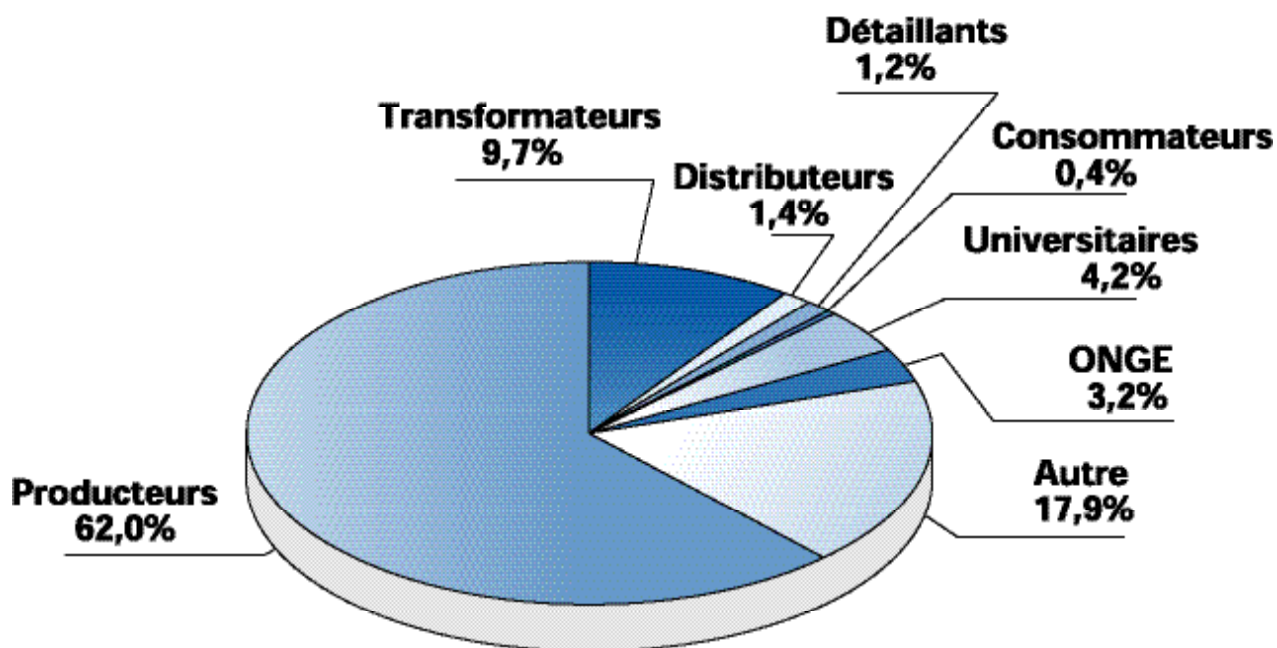
27 MARS - 30 AVRIL 2002



GPC International
Communication et affaires publiques

Le présent document donne un aperçu des commentaires reçus concernant les éléments clés de l'éventuel Cadre stratégiques pour l'agriculture (CSA) qu'étudient actuellement les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux; ces commentaires reflètent d'une part les résultats des séances consultatives auprès des chaînes sectorielles, et d'autre part, le contenu des présentations soumises.

La consultation des chaînes sectorielles s'est déroulée au cours de 45 séances, tenues dans tout le Canada entre le 27 mars et 30 avril, et auxquelles ont assisté 776 participants, répartis comme suit :



Un questionnaire était distribué à la fin de chaque rencontre. Quatre-vingt-sept pour cent des répondants ont indiqué que les séances étaient un forum efficace pour exprimer leurs points de vue au sujet du CSA.

Quoique les participants aient indiqué pendant les séances qu'ils étaient heureux d'être consultés au sujet de l'élaboration d'une nouvelle politique agricole, plusieurs d'entre eux ont exprimé leur inquiétude face au court préavis qui leur avait été fourni relativement aux consultations. Un scepticisme régnait également relativement au processus, de nombreux participants ayant des doutes que leurs points de vue soient pris en considération par les décideurs, persuadés même que le dénouement avait déjà été déterminé.

* Les autres intervenants sont, entre autres : des institutions financières, des groupes autochtones, des associations de l'industrie et des organismes d'aménagement communautaire.



OBSERVATIONS GÉNÉRALES

En général, les participants appuient le CSA. La plupart des intervenants conviennent qu'il s'agit d'un pas dans la bonne direction, et font remarquer que l'industrie est déjà un chef de file dans plusieurs secteurs importants.

Nombreux estiment que les Canadiens et Canadiennes à l'extérieur du secteur agricole ne comprennent pas comment fonctionne l'industrie, ni les pressions que subissent les fermiers. Si les Canadiens avaient une meilleure compréhension du secteur agricole, ils appuieraient plus fortement les programmes agricoles. Par conséquent, il existe un solide accord quant au besoin d'une stratégie de sensibilisation du public qui mettrait en évidence la valeur de l'agriculture.

« L'image de marque du Canada » a entraîné des résultats mixtes. Ceux qui participent directement au marché d'exportation ont tendance à être les plus en faveur. Les autres doutent que l'image de marque rehausse leur rentabilité.

Suggestions principales des participants

Le CSA devrait traiter plus en profondeur du commerce et des enjeux internationaux.

Les programmes de coopération en tant qu'importante caractéristique du secteur agricole devraient être clairement reconnus dans le CSA. Le cadre devrait aussi traiter des enjeux entourant la gestion des approvisionnements et l'utilisation des terres.

Plus de détails sont nécessaires, particulièrement dans le secteur du financement et des plans de transition.

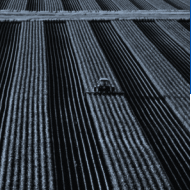
Principales hésitations des participants

Les intervenants doutent de l'aptitude de collaboration interministérielle et intergouvernementale du gouvernement.

La plupart des producteurs estiment que le CSA n'aborde pas leurs préoccupations et pressions financières immédiates.

Nombreux participants sont inquiets que le CSA redirige les fonds d'importants programmes existants. Si de nouveaux programmes sont mis en oeuvre, ils devraient être appuyés par de nouveaux fonds.

Un certain nombre de participants se demandaient si la nouvelle politique et les nouveaux programmes entraîneraient une plus grande rentabilité pour les producteurs.



GESTION DES RISQUES DE L'ENTREPRISE

Les participants ont exprimé beaucoup de réserve relativement à ce volet, se disant inquiets du manque de détail dans le CSA relativement au financement et à l'élaboration des programmes. Ceci dit, les participants ont apprécié que le CSA reconnaisse que l'agriculture possède des risques particuliers.

Secteurs d'appui

Les intervenants appuient la notion de programmes nationaux, quoique cet appui comporte des conditions :

- Les nouveaux programmes devraient être souples afin de reconnaître les différences régionales et les différences entre les produits; et
- Un programme exhaustif de secours en cas de catastrophe devrait être introduit.

La reconnaissance par le CSA de la diversification agricole est bien accueillie, puisque beaucoup estiment que les programmes actuels défavorisent les fermes multiproduits.

La place qu'accorde le CSA aux programmes prévisibles, stables et simples est également bien accueillie.

On appuie le maintien et l'amélioration de certains programmes existants. Plus particulièrement, les participants estiment que le Compte de stabilisation du revenu net (CSRN) bénéficierait d'un plus grand financement complémentaire et que l'assurance pour la protection des cultures pourrait être plus accessible.

Secteurs de préoccupation

Les participants veulent que le CSA clarifie sa définition d'une « ferme », particulièrement pour les besoins d'admissibilité aux programmes et de l'affectation des fonds.

Plusieurs se demandent si l'objectif global de ce volet devrait être de réduire les risques commerciaux ou d'appuyer une politique sociale élargie. On est également beaucoup préoccupé que les programmes de protection du revenu pourraient être compromis par le CSA.

Les facteurs internationaux de la politique agricole étaient une source de préoccupations pour de nombreux participants. Toutes nouvelles politiques devraient se conformer aux obligations commerciales du Canada et être défendue dans les négociations commerciales. Les producteurs ont souligné que la politique devrait aussi prévoir une indemnisation contre le préjudice commercial.

On estime fortement que l'admissibilité aux prestations du programme de gestion des risques et du programme de protection du revenu ne devrait pas dépendre de la conformité aux autres éléments du CSA, notamment la salubrité des aliments et la protection de l'environnement.

Les représentants des secteurs à offre réglementée estiment que le meilleur outil de gestion des risques est la gestion des approvisionnements.



RENOUVEAU

Ce volet a généré le moins de discussion et n'était pas toujours bien compris. Certains participants ont suggéré que si la rentabilité des fermes était accrue, les enjeux du renouveau se régleraient d'eux-mêmes.

Secteurs d'appui

Les participants appuient l'engagement du CSA envers la formation, le perfectionnement des compétences et le partage des meilleures pratiques.

La différenciation que fait le CSA entre les nouveaux fermiers, ceux à la mi-carrière et les sortants est vue de façon positive, de nombreux participants exprimant le besoin :

- De fournir des incitatifs et des subventions pour les nouveaux venus;
- D'un examen de la formule des points d'appréciation pour fournir l'accès aux immigrants à la main-d'oeuvre; et
- Des outils pour les transferts transgénérationnels.

De nombreux participants appuient l'attention que porte le CSA à la responsabilité individuelle et, en particulier, à sa constatation que le gouvernement a un rôle à jouer dans le renouveau.

Secteurs de préoccupation

Les producteurs qui veulent améliorer ou accroître leur exploitation ont souvent de la difficulté à le faire en raison de l'infrastructure limitée. Pour y parvenir, on doit améliorer l'infrastructure et l'infostructure rurale et trouver de nouvelles sources de financement.

Les producteurs s'intéressent à la formation et au perfectionnement des compétences mais s'inquiètent qu'ils n'aient pas suffisamment de temps. Le CSA devrait considérer des stratégies qui tiennent compte de cette situation.

SALUBRITÉ ET QUALITÉ DES ALIMENTS

Ce volet est grandement appuyé par toutes les chaînes sectorielles. Tous conviennent que l'amélioration de la salubrité et de la qualité des aliments aidera à créer une plus grande valeur au sein du marché.

Secteurs d'appui

Des systèmes nationaux de suivi et de retraçage sont considérés comme la clé d'une plus grande salubrité et qualité des aliments et essentiels pour aborder les préoccupations des consommateurs. Quoique les participants ne conviennent pas tous que ces systèmes soient nécessaires pour tous les produits, la plupart reconnaissent que tous les maillons de la chaîne alimentaire sont responsables de la salubrité et de la qualité des aliments.

Les normes et la réglementation doivent être harmonisées, mais doivent être conformes aux engagements internationaux du Canada et devraient s'appliquer autant aux produits importés qu'aux produits intérieurs.

La communication et l'éducation doivent être fondées sur des principes scientifiques objectifs pour promouvoir la salubrité des aliments de façon plausible et efficace. Reconnaissant qu'aucun système n'est entièrement sûr, des plans de communication devraient être en place afin de s'attaquer à toute situation de crise touchant la salubrité des aliments.

On accueille favorablement la reconnaissance des normes de qualité de l'industrie par le gouvernement.

Secteurs de préoccupation

Les coûts associés à l'amélioration de la salubrité et de la qualité des aliments ne devraient pas être uniquement assumés par les producteurs.

Les participants estiment que la salubrité des aliments est un secteur où la réglementation gouvernementale est appropriée. La qualité des aliments, toutefois, devrait être la responsabilité de l'industrie, dictée par le marché et la demande des consommateurs.

La mise en oeuvre de nouvelles normes et réglementations peut constituer un plus grand défi pour les petites et moyennes entreprises. Par conséquent, il serait utile que les programmes visant le perfectionnement des compétences de même que des normes d'avoir entourant la salubrité des aliments qui puissent être mis en oeuvre progressivement.

La plupart des participants estiment que le gouvernement doit accroître les ressources pour les responsables de la réglementation et les inspecteurs, notamment l'Agence canadienne d'inspection des aliments.

Au cours de nombreuses séances, les organismes génétiquement modifiés – ou OGM -- ont demeuré un enjeu litigieux et aucun accord n'a été atteint quant à la façon dont ils devraient être traités.



ENVIRONNEMENT

La plupart des participants appuient les principes exprimés au sein de ce volet, mais rejettent toute notion que l'agriculture devrait être particularisée comme un problème d'environnement qui doit être réglé.

Secteurs d'appui

Le CSA vient compléter les priorités et l'investissement de l'industrie au chapitre de l'environnement, et reconnaît que certains secteurs sont des chefs de file dans ce domaine.

Les participants appuient le lien entre les politiques environnementales rationnelles et les avantages économiques. Ce lien provient de nouvelles sources de recettes fournies par les services de l'environnement (p. ex. : le gel des terres et les puits de carbone), et le fait que les méthodes écologiques saines peuvent être fructueuses.

On appuie l'utilisation d'incitatifs financiers afin d'encourager de bonnes pratiques écologiques.

Secteurs de préoccupation

Les normes devraient être appliquées de façon uniforme au sein de tous les maillons de la chaîne alimentaire, quoiqu'elles devraient être assez souples pour tenir compte des différences entre les régions et les produits.

Il régnait un fort sentiment que les coûts et la responsabilité de la mise en oeuvre ne devraient pas être uniquement assumés par les producteurs. Par exemple, les producteurs devraient être indemnisés pour la mise en oeuvre de mesures visant à protéger les espèces en péril.

L'absence de données de référence quant à la gestion des eaux, des substances nutritives, de la qualité de l'air, etc. fait en sorte qu'il est difficile de comprendre l'ampleur du problème et d'établir des cibles en regard desquelles la réussite peut être mesurée.

La réglementation fédérale, provinciale et internationale de l'environnement doit être uniforme. L'exemple crucial le plus souvent cité était l'harmonisation des règlements de l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire avec les règlements américains au sujet de la gestion des pesticides.



SCIENCE ET INNOVATION

Ce volet est fortement appuyé par tous les maillons de la chaîne sectorielle. La plupart des participants conviennent que cet enjeu est essentiel à la compétitivité de l'industrie.

Secteurs d'appui

Les participants endossent l'importance qu'accorde le CSA à l'accroissement des occasions de communication et de collaboration comme moyen de partager les avantages provenant des progrès scientifiques.

Le CSA précise que les gouvernements doivent collaborer avec tous les intervenants d'une manière plus stratégique afin d'établir les priorités au chapitre des recherches, des modèles de financement et des plans d'intégration de la technologie. Quoique les participants soient d'accords avec cela, ils font remarquer que cette collaboration n'a pas été très bien réussie jusqu'à présent, avec certains secteurs estimant ne pas avoir reçu leur juste part d'attention et de financement au chapitre de la recherche.

Secteurs de préoccupation

Le CSA devrait appuyer de façon évidente un financement accru en recherche et développement (R-D) pour le secteur agricole.

Les modèles de financement actuels doivent être améliorés afin de réaliser le maximum d'avantages :

- Meilleurs incitatifs fiscaux pour encourager la R-D;
- Assurer que tous les Canadiens et Canadiennes profitent de la recherche financée par les fonds publics; et,
- Assouplir les conditions du financement en contrepartie afin de rendre le financement plus accessible.

En plus de la recherche fondamentale -- laquelle est importante selon plusieurs --, le financement devrait être affecté au transfert d'expertise afin d'accélérer la mise en application de technologies et de produits nouveaux et novateurs.

Pour examiner d'autres rapports liés aux consultations, veuillez visiter le site Web du Cadre stratégique pour l'agriculture (CSA) à www.agr.gc.ca/canadaentete

